

## **Annexe VII. Financement des activités de psychiatrie**

### **Mise en œuvre de la réforme de la protection juridique des majeurs**

#### **1. Cadre juridique défini par la loi n° 2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs**

Les établissements dispensant des soins de longue durée ou des soins psychiatriques et dont la capacité est supérieure à un seuil fixé par décret (article L.6111-4 du CSP), devront, à compter du 1er janvier 2009, désigner un ou plusieurs agents comme mandataires judiciaires à la protection des majeurs pour exercer les mesures ordonnées par l'autorité judiciaire au titre de la curatelle, de la tutelle ou de la mesure d'accompagnement judiciaire. Ces dispositions sont applicables aux établissements publics de santé et aux établissements privés ex DG <sup>1</sup>.

Cette obligation consiste :

- soit dans la désignation (obligatoire) d'un agent (ou plusieurs) chargé(s) de la tutelle des majeurs protégés ;
- soit dans la constitution facultative d'un service social ou médico-social <sup>2</sup>.

La mise en œuvre de ces dispositions va se traduire pour les établissements concernés :

- par le renforcement des normes et des conditions de gestion de la tutelle et, dans certains cas, l'obligation de recruter un agent en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs ;
- par l'élévation des exigences en matière de compétences demandées aux agents concernés, ce qui entraînera soit des recrutements nouveaux, soit des formations pour les agents en place.

Avant même l'entrée en vigueur de la loi du 5 mars 2007, certains établissements assuraient déjà des fonctions de mandataire judiciaire à la protection des majeurs qu'ils hébergent.

#### **2. Modalités de financement**

Deux cas sont à distinguer :

##### **2.1. Les établissements gérant des services d'USLD**

Les charges exposées par les établissements - minorées du prélèvement opéré sur les ressources des majeurs<sup>3</sup> - seront financées par le biais de la hausse des tarifs d'hébergement (article R.314-182 du code de l'action sociale et des familles).

##### **2.2. Les établissements assurant les hospitalisations psychiatriques**

Pour ces établissements, la loi du 5 mars 2007 prévoit que cette charge est financée par la dotation annuelle de financement (DAF), après prélèvement sur les ressources des majeurs.

Pour l'exercice 2009, il est prévu de financer la mise en œuvre des mesures précitées à hauteur de 7 M €. La répartition de ce montant entre les régions est opérée au prorata de l'activité en psychiatrie constatée dans chaque région. Il vous est néanmoins demandé d'attribuer ces crédits en portant une attention particulière aux établissements pour lesquels l'application de ce nouveau dispositif est susceptible d'entraîner des conséquences les plus significatives.

---

<sup>1</sup> établissements mentionnés aux b et c de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale

<sup>2</sup> au sens du 14° du I de l'article L.312-1 du code de l'action sociale et des familles.

<sup>3</sup> décret n° 2008-1554 du 31 décembre 2008 relatif aux modalités de participation des personnes protégées au financement de leur mesure de protection